



Le Québécois qui ébranle la bien-pensance

Mathieu Bock-Côté s'est imposé en peu d'années comme une figure centrale du débat intellectuel français, situation confirmée par la publication du tout récent *l'Empire du politiquement correct*. Position originale qui est le produit d'un intérêt précoce pour la vie intellectuelle française et d'un souverainisme qui continue à voir la France comme la mère patrie du Québec.

Par Laurent Dandrieu

EN COUVERTURE

26 « *Le politiquement correct produit un réel officiellement certifié* »

34 On vit une époque formidable!

bécois. Indépendantisme qu'avec l'amour des livres et des idées, et une certaine conception de la générosité intellectuelle et humaine, il a appris à la mamelle. « *Mon père, Serge Côté, professeur d'histoire et homme d'une droiture exceptionnelle, a toujours été indépendantiste. Ma mère, Muguette Bock, était une femme d'une bonté infinie, l'incarnation de la tradition paysanne canadienne française. Ma famille n'était pas militante, mais elle était d'une fidélité naturelle et spontanée à la cause nationale québécoise.* »

Les parents de Mathieu, sans avoir la foi, ne partagent pas cette aversion pour le catholicisme si répandue au Québec, et ont fait suivre à leurs deux enfants une instruction religieuse pour qu'ils connaissent cette part fondamentale de l'identité québécoise. Le futur essayiste, qui a donné à Noël à *Valeurs actuelles* un très beau texte sur les racines chrétiennes comme vecteur de civilisation, saura s'en souvenir, même s'il nous confesse: « *De temps en temps, rien ne me semble plus étranger que la foi, de temps en temps rien ne me semble plus proche, mais plus je cherche à la saisir, plus elle m'échappe.* »

« Défendre le souverainisme sans défendre l'identité, ça n'a aucun sens »

Quand Mathieu (qui est né en 1980) a 8 ans, son père lui passe un disque: « *Écoute ça, c'est une part importante de notre histoire.* » C'était le discours de De Gaulle sur le Québec libre. Ému, le jeune Mathieu l'apprend par cœur. Dans cette « maison-bibliothèque » où les intellectuels français, Raymond Aron, Julien Freund ou Jacques Ellul, trônent en bonne place, où arrive tous les vendredis un vaste panel d'hebdomadaires français, Mathieu s'intéresse très tôt à notre vie intellectuelle, mais aussi à la politique québécoise. Dans l'effervescence

POUR CELUI QUI DEPUIS TOUJOURS "HABITE MENTALEMENT" NOTRE PAYS, L'HABITUDE A ÉTÉ VITE PRISE DE PENSER L'ÉVOLUTION DU MONDE À TRAVERS LE PRISME FRANÇAIS.

qui prélude au référendum — perdu — sur l'indépendance de 1995, le jeune garçon s'engage précocement: il commence à militer dès l'âge de 12 ans, et prend sa carte du Parti québécois (PQ), le principal parti souverainiste, à 16! Plus tard il deviendra conseiller au cabinet du chef du PQ. « *Mais le PQ d'après 1995 pratiquait une sorte de souverainisme non identitaire: or j'ai toujours trouvé que défendre l'indépendance sans défendre l'identité québécoise, la question de la langue, de la culture, de l'histoire n'avait aucun sens.* »

À 25 ans, Mathieu Bock-Côté décide alors de privilégier la vie intellectuelle et de ne plus agir en politique qu'en tant qu'"influenceur", un pied à l'université (il est aujourd'hui chargé de cours à HEC Montréal), un autre dans les médias. Et puisque c'est le sens de l'identité qui manque au souverainisme québécois, il va mettre cette notion au centre de sa vie intellectuelle. Il publie en 2007 un premier livre appelé *la Dénationalisation tranquille*, fait plus tard une percée en France avec *le Multiculturalisme comme religion politique* (Les Éditions du Cerf, 2016), étudie dans *le Nouveau Régime* (Boréal, 2017) la mutation des démocraties occidentales en systèmes de déracinement, avant, dans son tout récent ouvrage, *l'Empire du politiquement correct*, de ➔

Mathieu Bock-Côté à Paris, où sa participation à notre débat public l'amène à être de plus en plus présent.

EMMANUEL PAIN

Ne comparez jamais Mathieu Bock-Côté à un bûcheron canadien, vous risqueriez doublement de l'énervier — ou de "l'énarver", comme disent les Québécois quand ils sont vraiment contrariés: d'abord, parce qu'en dépit de son imposante carrure il n'a jamais pratiqué le noble art de l'abattage forestier, ni dévalé les rapides en équilibre sur des rondins fraîchement coupés; ensuite — et surtout —, parce qu'il n'est pas canadien. Ou s'il l'est, c'est à son corps plus que défendant, et il « *travaille activement à ne plus l'être* », comme il le répète à l'envi. Avant d'être conservateur, sociologue ou essayiste, avant toute chose, Mathieu Bock-Côté est un indépendantiste qué-



montrer comment ce nouvel "ordre universitaire" s'emploie à réduire au silence ses dissidents.

S'il n'agit plus comme conseiller politique, ses idées influencent le débat. Ces jours-ci, heureux d'être en France pour la promotion de son livre, il trépignait néanmoins d'être éloigné d'un Québec enflammé par une querelle sur la laïcité, réponse québécoise au multiculturalisme canadien qu'il a largement contribué à mettre sur la place publique.

Ce rôle d'intellectuel militant ne va pas sans faire grincer des dents dans un Québec où le consensus est la vertu suprême. Preuve de la pertinence de son nouveau livre *L'Empire du politiquement correct*, un débat que MBC devait avoir le 9 mai dans une librairie de Montréal a dû être annulé en raison de menaces. Certains au Québec aimeraient bien le "zemmouriser". L'historien québécois Éric Bédard, l'un de ses amis proches, nous confie : « MBC est beaucoup moins provocateur que Zemmour mais, comme lui, il a ses admirateurs inconditionnels et ses ennemis déclarés. Ceux qui le détestent prennent rarement le temps de lire ses livres. » L'écrivain Denise Bombardier vient de lui consacrer dans le *Journal de Montréal* un texte au titre significatif, « Nul n'est prophète en son pays » : « MBC est mal jugé par ceux au Québec qui n'admettent guère qu'un

intellectuel assume d'être de droite et conservateur. C'est ce qui explique sans doute pourquoi ce jeune homme n'a pas réussi à devenir professeur à l'université [...]. Ceux qui jouent à l'ignorer au Québec [...] sont nombreux dans les médias. Le Devoir l'ignore, sauf pour lui coller d'office l'étiquette, si répandue au Québec pour désavouer quelqu'un, de droitiste. Et on croit le neutraliser après l'avoir diabolisé. »

Paradoxalement, MBC jouit peut-être d'une image moins polémique en France qu'au Québec, où sa notoriété parisienne suscite moins de fierté qu'elle ne devrait : « *Le Québec a exporté son lot de chanteurs, de paroliers, d'écrivains, mais c'est la première fois qu'un intellectuel québécois obtient chez vous une telle audience, s'émerveille pourtant Éric Bédard. Du jamais-vu dans notre histoire intellectuelle! S'il était associé au courant "progressiste", nos médias en feraient beaucoup état, mais comme il est conservateur, son succès passe sous le radar...* »

Car Mathieu Bock-Côté est bel et bien devenu un intellectuel français à part entière, à tel point qu'il a débattu il y a quelques semaines, d'égal à égal, avec BHL dans les colonnes du *Figaro Magazine*. Cela s'est fait, pour lui, naturellement : « *Depuis toujours, j'habite mentalement la France.* » Mathieu a pris

la suite de son paternel en s'abonnant aux magazines français les plus improbables, développant une connaissance qu'il qualifie lui-même de « loufoque » des arcanes de la vie politique française. Et pour lui, le lien entre notre pays et le Québec demeure « vital » : « *Le détour par la France est l'un de nos modes d'accès à l'universel; il nous rappelle que nous ne parlons pas un dialecte perdu en Amérique mais que nous sommes porteurs d'une civilisation qui a façonné le monde, essentiellement pour le meilleur.* » Donnant une conférence à l'invitation du *Figaro*, salle Gaveau à Paris, le soir même de l'incendie de Notre-Dame, il a tenu à commencer son propos en témoignant de la solidarité des Québécois dans ce qu'ils vivent comme une épreuve commune.

Une coqueluche des médias français

Le point de départ de son insertion au monde intellectuel français date de 2007 : un de ses amis suggère à Alain Finkielkraut de consacrer un *Répliques* au Québec et de l'inviter. Une invitation qui en provoquera d'autres, et des articles publiés dans la presse française, de la revue *le Débat* à *Valeurs actuelles*. Parmi les auditeurs attentifs de *Répliques*, un journaliste du *Figaro*, Guillaume Perrault, qui sept ans plus tard lui proposera d'écrire une chronique

Le 1^{er} avril, sur le plateau de "Quotidien", l'émission de Yann Barthès, Mathieu Bock-Côté défend les thèses de son livre devant des chroniqueurs médusés.

régulière sur FigaroVox. Dans un « *petit moment d'enthousiasme enfantin* », Mathieu appelle son père à Montréal, où il était 3 heures du matin, pour lui annoncer fièrement la nouvelle ! Bon vivant décomplexé, manifestant un appétit aussi solide dans les plaisirs de la chère que dans ceux de l'esprit, Mathieu vit encore avec gourmandise cette insertion dans un univers intellectuel qui le fit longtemps rêver de loin. On l'a vu, après une conférence des Éveilleurs d'espérance à Versailles, des étoiles dans les yeux de se retrouver attablé avec Philippe de Villiers, Michel De Jaeghere, François-Xavier Bellamy et Jean Sévillia...

« *J'ai toujours fonctionné à l'admiration* », dit-il. Aussi a-t-il pris très tôt l'habitude, quand un livre ou un article lui plaisait, d'envoyer à l'auteur un petit mot laudatif. Les Français, toujours cyniques, soupçonneront une stratégie pour "se faire repérer". Il faut y voir bien plutôt un signe de la simplicité québécoise, mais surtout de la générosité qui anime cette personnalité chaleureuse, à l'humour communicatif, joyeux compagnon d'une humeur presque toujours joviale, doté d'un solide don de l'amitié, « *valeur pour [lui] absolument centrale* ». Exact inverse de l'intello français hautain et compassé, MBC cache une réflexion angoissée sur l'avenir de nos civilisations derrière une irrépressible gratitude d'exister.

Des qualités humaines qui n'ont pas compté pour rien pour en faire une coqueluche des médias français, multipliant les plateaux télé : « *Pour réussir à la télévision*, nous explique Léa Salamé, qui ne manque pas une occasion de l'inviter, *il faut nécessairement une singularité. Mathieu la possède indéniablement, ne serait-ce que par son physique qui reste en mémoire, mais aussi par sa faconde, sa présence et sa générosité, sans oublier cet accent qui le rend immédiatement sympathique. Et puis naturellement par son positionnement politique, quelque part entre Zemmour et Finkelkraut, avec en plus*

**UN PASSIONNÉ
QUI FONCTIONNE
À L'ADMIRATION
ET DONT LES COMBATS
S'ENRACINENT DANS
UN AMOUR CHARNEL
DU QUÉBEC
ET DE LA FRANCE.**

ce regard étranger posé sur notre pays par un amoureux de la France. »

Interrogé ces jours-ci par une antenne québécoise, Qub Radio, Guillaume Perault soulignait pour sa part comme première raison du succès de MBC « *son engagement personnel: ce n'est pas de l'eau tiède, il assume ses idées, mais c'est toujours très argumenté, très courtois, très calme. L'autre raison, c'est que c'est touchant, pour des Français, de voir à quel point un intellectuel québécois connaît aussi finement la vie politique et l'histoire française* ».

Cet éclairage québécois sur la réalité de notre pays est évidemment l'un des apports de MBC à notre débat public, comme le souligne pour nous Philippe de Villiers : « *C'est beaucoup plus qu'un sociologue, c'est un penseur qui habille de pensées profondes son cœur d'écorché vif, qui voit d'autant mieux la France glisser à l'abîme qu'il a vu le Québec nous précéder sur le toboggan. C'est un éveillé qui nous dit: "Voilà ce que vous risquez de devenir, car voilà ce que nous sommes devenus."* »

Récemment, recevant MBC dans Quotidien, Yann Barthès faisait mine de s'étonner qu'un intellectuel étranger intervienne dans le débat politique français : « *À ma grande surprise, j'ai révélé la part chauvine de Yann Barthès, s'amuse devant nous Mathieu. Cela dit, si j'avais été un homme de gauche accusant la France de racisme, Barthès m'aurait félicité de dénigrer son pays...* » Se voulant « *spectateur*

engagé », selon la belle formule de Raymond Aron, MBC ne dissimule pas ses convictions : « *Il faudrait un effort d'imagination considérable pour croire que je suis un socialiste multiculturaliste tendance écolo...* » ; mais il tient à sa position d'observateur, même s'il ne dédaigne pas d'exposer ses vues aux hommes politiques qui le sollicitent, Laurent Wauquiez ou Bruno Retailleau notamment, et s'il entretient des rapports d'estime réciproque avec François-Xavier Bellamy.

Il n'oublie pas qu'à la façon d'un Huron il n'est en France qu'un visiteur, qui s'en voudrait de manquer à la réserve qui convient aux hôtes de passage et de contrevenir chez nous à ce slogan nationaliste de la "révolution tranquille" québécoise : « *Maitres chez nous* », ce magnifique slogan de 1962, qui demeure pour moi l'horizon de notre vie collective. » Et que, s'il a un agenda politique, celui-ci n'est pas en France mais de l'autre côté de l'Atlantique : défendre l'identité des Québécois, « *qu'on voudrait transformer en minorité ethnique folklorique, et qui s'obstinent avec raison à vouloir demeurer un peuple* ». Une cause qui devrait nous être d'autant plus sympathique que « *le Québec est le seul endroit où se poursuit l'aventure formidable de l'Amérique française, sous le signe d'un État qui pourrait un jour devenir indépendant* ». Fierté d'appartenir à une nation qui doit son origine à une aventure coloniale, qui n'est que l'une des innombrables façons qu'a Mathieu Bock-Côté de braver le politiquement correct. ●

Retrouvez la version intégrale de ce portrait sur le Club VA.



**"L'Empire
du politiquement
correct",
de Mathieu Bock-Côté,
Les Éditions du Cerf,
304 pages, 20 €.**



“LE POLITIQUEMENT CORRECT PRODUIT UN RÉEL OFFICIELLEMENT CERTIFIÉ”

Dans un entretien à *Valeurs actuelles*, Mathieu Bock-Côté démonte les mécanismes qui ont permis le triomphe de cette idéologie victimaire visant à la déconstruction des sociétés occidentales. Et prédit la revanche du réel, qui ne saurait être ignoré indéfiniment.



Le politiquement correct est devenu un mot passe-partout, qu'on met à toutes les sauces: comment le définir?

Le terme est apparu à la fin des années 1980 pour désigner la survalorisation des revendications des minorités victimaires se définissant à travers le procès de l'homme blanc hétérosexuel dont il faudrait contester l'hégémonie. Résumé en une formule, le politiquement correct consistait à sacraliser les minorités et à dévaloriser systématiquement la majorité.

Avec le temps, le politiquement correct est devenu un dispositif inhibiteur qui sert à exclure de l'espace public d'une manière ou d'une autre, par la pathologisation, la diabolisation ou la disqualification morale, ceux qui contredisent directement ou indirectement l'idéologie diversitaire, l'immigration massive, le multiculturalisme, un certain féminisme obligatoire à prétention intersectionnelle... bref, tout le discours qui relève en fait de la critique radicale de la civilisation occidentale, qui devrait se dissoudre pour expier ses péchés. Le politiquement correct sert à exclure, parfois avant même de les avoir entendus, ceux qui contredisent cette idéologie, à les transformer en infréquentables, en parias. C'est le système de défense du régime diversitaire qui lui permet d'ostraciser médiatiquement, politiquement et demain peut-être juridiquement ses contradicteurs.

Selon quels procédés?

Voyez la multiplication des termes en “phobie”. Dès lors que l'on veut délégitimer une idée, on la transforme en phobie, ce qui la fait passer

du domaine politique au domaine psychiatrique. Car on ne débat pas avec un “phobe”, à la rigueur on le fait soigner. En phobisant un adversaire, on l'exclut du champ de la rationalité et même de la santé mentale. Autre exemple, l'extension fascinante de la définition du racisme pour désigner une série de phénomènes qui historiquement relevaient de tout autre chose. Qu'il s'agisse du plaidoyer pour l'assimilation nationale et républicaine, de la critique de l'immigration massive ou de celle du multiculturalisme, l'idéologie diversitaire a tendance à y voir du racisme et la peur de se voir coller cette étiquette pousse bien des intellectuels et des politiques à se taire ou, du moins, à euphémiser leur réflexion, dans l'espoir de passer sous le radar et d'éviter les polémiques.

De ce point de vue, le politiquement correct est une machine qui ne cesse de s'étendre. Le sentiment qu'il est de plus en plus difficile d'exprimer un désaccord sans être voué aux gémonies alimente une frustration politique indéniable. C'est pourquoi le politiquement correct me semble être l'un des carburants qui alimentent ce qu'on s'obstine à appeler le populisme sans jamais vraiment le définir.

Vous dites que le politiquement correct consiste à encadrer le débat autour de “codes de respectabilité” qui permettent d'en exclure ceux qui ne les respectent pas. Quels sont ces codes et qui les impose?

D'abord, il faut refuser toute perspective conspirationniste. Nous sommes plutôt devant une idéologie qui se déploie en instaurant une petite Terreur. La peur d'être exclu du débat public

“UN SYSTÈME DE DÉFENSE DU RÉGIME DIVERSITAIRE QUI PERMET D'OSTRACISER SES CONTRADICTEURS ET DE LES TRANSFORMER EN PARIAS.”



EMMANUEL PAIN

ou plus encore celle de la mort sociale, engendre une autocensure de plus en plus efficace. Les contrôleurs de la circulation idéologique qui patrouillent l'espace public vont essayer de coincer politiques ou intellectuels pour dérapage et de mieux les enfermer dans un mauvais rôle. Et qu'est-ce qu'un dérapage sinon l'aveu qu'il existe une ligne tracée dont on ne peut s'éloigner sans se faire coller une contravention idéologique? À certains égards, mon ouvrage relève de la sociologie de l'étiquetage médiatique, discipline qui me paraît indispensable pour comprendre comment, dans sa configuration même, l'espace public donne à l'avance raison ou tort à certains avant même que le débat ait commencé.

Quelles sont les étiquettes qui vous paraissent les plus révélatrices?

La pire est évidemment "proche de l'extrême droite" sans qu'on prenne vraiment la peine de définir cette dernière. Cette étiquette marque du sceau du soupçon celui à qui on l'accorde. "Nauséabond" entre dans la même logique: l'adversaire est alors présenté comme un monstre aux idées à ce point pestilentielles qu'il faudrait le tenir à bonne distance pour éviter la contamination. Nul besoin de discuter avec lui: il suffit de le renifler. Il y a aussi l'expression faussement neutre de "polémiste": qu'est-ce qu'un polémiste, sinon un querelleur compulsif, qui provoque pour provoquer? Réduire l'essayiste au polémiste consiste à transformer sa réflexion en simple posi-

**"LES
CONTRÔLEURS
DE LA
CIRCULATION
IDÉOLOGIQUE
PATROUILLENT
L'ESPACE
PUBLIC."**





NASHVILLE SHAKESPEARE FESTIVAL

“LE SYSTÈME MÉDIATIQUE A BESOIN RÉGULIÈREMENT D’ORGANISER DES SÉANCES D’OSTRACISME POUR RAPPELER LE PRIX À PAYER POUR EXPRIMER DES IDÉES TRANSGRESSIVES.”

tionnement médiatique ou en coup de colère sans intérêt. “Controversé” est un autre terme caractéristique. Ainsi, quand on entend “Je reçois le très controversé M. Z.”, on a envie de rétorquer: “Mais controversé auprès de qui?”

Ces étiquettes ne font même plus semblant d’être en rapport avec le réel, comme lorsqu’une ministre a dit de François-Xavier Bellamy qu’il n’était pas républicain...

Le politiquement correct peut devenir ubuesque. Il bascule dans un rituel d’excommunication politico-médiatique qui fonctionne selon sa propre logique, sans que le réel s’en mêle. Mais allons plus loin. On connaît la position de Bellamy sur l’IVG, mais il prend la peine de préciser que c’est une conviction personnelle qu’il ne traduira pas politiquement. Ensuite, alors qu’il espère pouvoir parler de son programme, le système médiatique ne lui oppose plus que cela, pour finalement l’accuser d’être obsédé par la question. On est là devant une sorte de déploiement orwellien du système médiatique, qui construit le personnage dont il a besoin pour mettre en scène une séance d’ostracisme et rappeler le prix à payer si on exprime des idées jugées transgressives.

Le paradoxe, c’est que pour exclure il faut être en position dominante : or le politiquement correct est une idéologie au service de minorités...

Le politiquement correct est moins au service des minorités qu’au service des idéologues qui prétendent les représenter sans jamais leur en demander la permission et qui veulent s’appuyer

sur elles pour déconstruire toute forme de norme commune inscrite dans la continuité occidentale. C’est ainsi qu’on s’inscrit dans la vie démocratique aujourd’hui: il s’agit de se présenter comme une victime systémique de la civilisation occidentale pour gagner une position de surplomb dans l’espace public.

Inversement, sur le plan symbolique, la majorité est aujourd’hui délégitimée: le procès de la nation, de la transmission culturelle, de la civilisation occidentale est mené depuis plus de cinquante ans. La dénonciation rituelle du mâle blanc de plus de 50 ans semble aller de soi, depuis quelques années, sans qu’on l’assimile jamais au racisme ou au sexisme. Lui, on peut le vomir. Cela dit, le commun des mortels s’enthousiasme peu à l’idée de se faire déconstruire. Voilà pourquoi le système médiatique se donne une mission pédagogique vis-à-vis de la population, pour la rééduquer, faire évoluer les mentalités et faire en sorte que le peuple ne se pense plus tel qu’il se pense et ne pense plus comme il pense. Le rêve de nos progressistes, c’est de fabriquer un nouveau peuple qui serait étranger à l’identité historique de la nation, dans laquelle il ne verrait plus qu’un stock de préjugés irrationnels dont il se serait heureusement délivré.

L’antiracisme et le décolonialisme paraissent emblématiques de cette prise de pouvoir du débat public par l’intimidation d’une minorité agissante...

Absolument. Les associations qui portent ces idéologies ne représentent pas grand monde, mais leur idéologie domine l’université. Les sciences sociales sont devenues militantes et

plus elles sont militantes plus elles se prétendent scientifiques! Nous sommes passés du marxisme scientifique des années 1960-1970 à la science diversitaire. Et dans le système médiatique, on sélectionne alors souvent tel ou tel intellectuel en fonction de sa capacité à présenter comme scientifique l'idéologie du jour, même la plus farfelue. Par exemple, que l'homme et la femme n'existent pas et qu'il y a cinquante nuances de genres serait une évidence née d'études scientifiques. Il en est de même quand on cherche à faire de la fluidité identitaire une nouvelle norme de définition de l'identité sexuelle, en transformant en un improbable cisgenre l'homme qui se sait homme et la femme qui se sait femme. Si vous croyez le contraire, c'est-à-dire si vous vous fiez à l'expérience plurimillénaire de l'humanité, vous ne faites que relayer les préjugés d'une société patriarcale.

Cette logique veut concasser toute forme de système normatif et de continuité civilisationnelle: c'est un travail qui est infini. À partir du moment où, au nom de la diversité, chaque nouvelle préférence se voit transformée en catégorie identitaire qui doit être reconnue comme telle sans quoi on va créer une nouvelle phobie pour dénoncer le fait qu'on ne la reconnaisse pas, on met en marche un processus qui n'a pas de fin. On pousse toujours plus loin l'accusation de racisme, de sexisme et d'homophobie, comme si ces termes en venaient à définir tout l'héritage de notre civilisation. L'homme ordinaire paraphraserait Obélix: "Ils sont fous ces progressistes." Mais les fanatiques qui portent cela ne sont pas enclins à la rigolade. Les intellectuels conservateurs doivent donc prendre au sérieux les théories radicales les plus loufoques, car elles auront le culot de se présenter demain comme des avancées scientifiques. C'est la nouvelle ruse du progressisme que de se nier comme idéologie pour se présenter comme un savoir indispensable.

**Le cas Zemmour pose une question:
comment le politiquement correct
organise-t-il une apparence de pluralisme?**

Éric Zemmour a su incarner au cœur du système médiatique la fonction tribunitienne, une parole qui n'existait jusque-là que dans les marges, même si elle était très présente dans la population. Il a su incarner au cœur même du système médiatique la révolte contre ce dernier, en dévoilant sa dynamique idéologique.

Le système médiatique a tout fait pour le transformer en monstre et provoquer sa mort sociale: avec son talent, ses convictions, son courage, il a su ébranler une caste habituée à l'entre-soi et aux conservateurs tièdes vaincus d'avance.

Mais il suffit qu'un intellectuel conservateur surgisse dans les médias pour que les progressistes se sentent soudainement submergés. La gauche a été si longtemps dominante qu'il lui suffit aujourd'hui d'être critiquée pour se sentir assiégée, tandis que la droite a été si longtemps dominée qu'il lui suffit d'être entendue pour se croire dominante. C'est un double quiproquo: la gauche est contestée, elle se croit à la veille de l'effondrement; la droite a quelques représentants dans un milieu qui lui demeure très largement hostile, elle se croit à l'aube de la victoire!

Certes, il y a quelques conservateurs dans l'espace public, mais ils sont obligés de se justifier d'être là. Le système médiatique a élu quelques figures qui jouent le rôle du méchant de service et régulièrement on se demande si on leur donne trop la parole. Imagine-t-on la question inverse? Les progressistes n'ont-ils pas trop la parole dans l'espace public? Faut-il donner la parole aux féministes? Il ne viendrait à personne l'idée de poser de telles questions.

**Quel est le rôle du langage
dans le politiquement correct?**

Il est fondamental. Certains mots inattendus se glissent dans le vocabulaire, d'abord avec des guillemets, puis les perdent rapidement parce qu'ils se sont normalisés: "cisgenre", "racisé", "afrodescendant". Lorsque ces mots-là s'imposent, on est obligé de les utiliser sans quoi on se révèle, devant la police diversitaire, comme un dissident potentiel. Ces mots ont un effet ravageur dans la mesure où ils ont moins vocation à traduire le monde dans le langage qu'à faire éclater nos représentations pour que nous ne puissions plus évoquer certaines réalités. Le propre de la novlangue est d'imposer des mots qu'il convient d'adopter très rapidement pour envoyer un signe ostentatoire d'adhésion au régime. Si vous persistez à employer "sexe" au lieu de "genre", à parler d'immigration sans ajouter tout de suite qu'il s'agit d'une richesse, cela suffit à vous rendre suspect.

Il y a un prix à payer pour braver le politiquement correct. Il faut du courage et accepter de traverser une pluie de crachats pour

**"LA GAUCHE
A ÉTÉ SI
LONGTEMPS
DOMINANTE
QU'IL LUI
SUFFIT
AUJOURD'HUI
D'ÊTRE
CRITIQUÉE
POUR
SE SENTIR
ASSIÉGÉE,
TANDIS
QUE LA DROITE
A ÉTÉ
SI LONGTEMPS
DOMINÉE
QU'IL LUI
SUFFIT
D'ÊTRE
ENTENDUE
POUR SE
CROIRE
DOMINANTE."**





EMMANUEL PAIN

**“PLUS
LES SOCIÉTÉS
SE DÉCOMPO-
SENT, PLUS
NOUS CHAN-
TONS AVEC UNE
ESPÈCE
DE JOIE
ARTIFICIELLE
LE MONDE
HYBRIDE,
MÉTISSE,
RECOMPOSÉ,
DIVERS ET
PLURIEL.”**

défendre ce que l'on croit juste et vrai, et accepter qu'elle dure longtemps. Ce prix à payer pour marquer un désaccord avec le régime autorise, je crois, à utiliser la catégorie de “dissidents” pour parler de ceux qui luttent contre lui.

Le politiquement correct serait donc un totalitarisme à visage humain?

Nous sommes dans une démocratie libérale, mais une démocratie libérale qui est en train de perdre le sens de la démocratie et du libéralisme, ce qui est un peu embêtant. C'est-à-dire dans un régime où la liberté de s'exprimer demeure formellement, mais où l'obligation de dire ou de faire devient de plus en plus forte. Cela dit, si nous ne sommes pas en URSS, le climat idéologique qui s'impose de plus en plus dans la vie publique et l'université, les procès politiques et médiatiques contre ceux qui s'opposent aux évolutions du régime ou le mauvais sort réservé à ceux qui nomment certaines réalités qui leur semblent désagréables laissent craindre que le régime diversitaire ne soit pas étranger à une forme de tentation totalitaire.

Quand des Blancs jouent de la musique noire, on crie au néocolonialisme, mais il est normal que des Noirs jouent des personnages de la cour de Marie Stuart. Y a-t-il une bonne et une mauvaise appropriation culturelle?

Mais bien sûr! L'appropriation culturelle telle que pensée par nos progressistes, c'est une

forme de pillage symbolique des cultures dominées par l'Occident qui va, par exemple, s'approprier tel vêtement ou telle chanson. Par contre, l'appropriation inversée relève dans leur esprit de la transgression progressiste: on va brouiller les codes culturels occidentaux, ce qu'ils appellent “déblanchir la société”. Si la question raciale resurgit dans nos sociétés, ce n'est pas le fait de la droite, mais parce qu'un certain progressisme la réhabilite, croyant par-là dévoiler des oppressions invisibles.

On l'a vu à Montréal avec le cas de Robert Lepage, ce dramaturge québécois qui a monté une pièce de théâtre consacrée à la question de l'esclavage. Ce spectacle a suscité une mobilisation à Montréal de militants racistes noirs qui l'ont accusé d'appropriation culturelle parce que des Blancs chantaient des chants d'esclaves noirs, en disant: “Vous vous rachetez une bonne conscience blanche en faisant semblant d'embrasser la cause antiraciste, alors que vous bénéficiez vous-mêmes d'un système raciste et exploiteur”.

On est de ce point de vue dans une sociologie raciste qui vient abolir les codes élémentaires de l'humanisme. La discrimination raciale, fondamentalement la plus illégitime qui soit, est réhabilitée. Et le paradoxe est que ce racisme anti-Blancs décomplexé n'est jamais décrit comme tel parce qu'il est assimilé à une impossibilité théorique: le racisme serait exclusivement un système d'exploitation mis en place par les Blancs, pour dominer les catégories minoritaires. On est

donc dans cette espèce de paradoxe où un Blanc, universaliste, humaniste, mais qui ne croit pas à la théorie du racisme systémique, est néanmoins raciste parce qu'il endosse la logique du racisme systémique en ne la condamnant pas et qu'un chanteur noir comme Nick Conrad, qui hait les Blancs et veut « tue[r] des bébés blancs », n'est pas, lui, raciste, parce qu'il ne fait qu'exprimer une forme de système de défense contre le racisme qu'il a lui-même subi.

Le progressisme ne se tire-t-il pas une balle dans le pied en réintroduisant cette notion foncièrement antiprogressiste qu'est le racisme ?

La logique raciale, en plus d'être moralement régressive, est sociologiquement stupide. Elle vient abolir les peuples, les nations, les cultures, les religions et les civilisations pour catégoriser les hommes seulement par la couleur de leur peau. Mais un Français n'est pas un Allemand, un Russe n'est pas un Ukrainien, de même qu'un Haïtien n'est pas un Afro-Américain.

Il faut ajouter que cette sociologie ne parvient tout simplement pas à rendre compte des phénomènes sociaux qu'elle prétend éclairer. C'était le cas place de la République, il y a quelques semaines. Quand on a vu des jeunes qui portaient le drapeau algérien — personne n'avait le droit de le mentionner, sinon pour spécifier que ça n'avait aucune signification — s'en prendre à une jeune trans, nos progressistes étaient bien mal en point, parce qu'ils auraient souhaité que les agresseurs aient le profil sociologique des militants de La Manif pour tous. Puisque les agresseurs n'avaient pas l'identité souhaitée, on a décidé de la taire. Mais soyons assurés que si ça avait été une collection de jeunes garçons de Versailles avec des noms à particule, on aurait pris la peine de dénoncer l'homophobie historique de la France qui vire à la transphobie.

Peut-on dire que le déni du réel est consubstantiel au politiquement correct ?
C'est même sa nature ! Ses mécanismes s'activent dès lors que le réel entre en contradiction avec le régime diversitaire. On le voit sur la question du « vivre-ensemble ». Plus les sociétés se décomposent, plus nous chantons avec une espèce de joie artificielle le monde hybride, métissé, recomposé, divers et pluriel. C'est de

ce point de vue qu'on peut croire que le politiquement correct va un jour tomber, parce qu'il y a des limites au déni du réel. La question est de savoir dans quel état le politiquement correct va laisser nos sociétés. Irving Kristol le disait justement : le progressisme ne peut pas gagner, mais il peut tous nous faire perdre.

Emmanuel Macron, avec son rapport très « directif » à la liberté de l'information, est-il l'incarnation par excellence du politiquement correct ?

De deux manières. Premièrement, dans sa façon de représenter le combat politique pour les européennes : d'un côté l'empire du Bien, lumineux, qui porte la promesse d'un monde enfin ouvert, et de l'autre côté les forces de la régression, qui nous rappelleraient les heures-les-plus-sombres-de-notre-temps. En fascisant son adversaire, en passant de la peste brune à la lèpre populiste, une façon comme une autre de représenter la diffusion du discours de l'adversaire sous le signe de la contamination, Macron disqualifie à l'avance la possibilité d'un désaccord.

Deuxièmement, par la notion de *fake news*, qui est en train de prendre une signification qui est tout autre que celle du bobard classique, pour devenir de plus en plus une manière de disqualifier des interprétations du réel qui sont en contradiction avec l'idéologie diversitaire. Ainsi, relevait de la *fake news* le fait de mentionner que le pacte de Marrakech posait les bases d'un droit international à la migration. Mais quelle *fake news* ? Ça n'a pas pris trois mois pour que le pape François s'en inspire pour demander de reconnaître le droit à la migration tel que pensé dans le cadre du pacte de Marrakech !

Il y a désormais un réel officiellement certifié. Il y a la version autorisée du réel et ce qui s'en éloigne sera désormais classé sous le signe de la *fake news*. Permettons-nous néanmoins de voir comment le système médiatique engendre souvent un autre genre de fausses nouvelles. Un exemple tout récent venu de Montréal : dans le cadre du débat sur la laïcité, une manifestation antiraciste rassemble des gens qui crient « Allahu akbar ». Et on nous dit dans certains journaux : « Cette manifestation s'est tenue sous le signe d'un militantisme joyeux et féministe. » On peut dire « Allahu akbar » tant qu'on

“EN FASCISANT SON ADVERSAIRE, EN PASSANT DE LA PESTE BRUNE À LA LÈPRE POPULISTE, EMMANUEL MACRON DISQUALIFIE À L'AVANCE LA POSSIBILITÉ D'UN DÉSACCORD.”





STÉPHANE DE SAKUTIN/AFP

**“LA DROITE
EST SOUVENT
UNE FORME
DE GAUCHE
PÂLE, OU DE
GAUCHE
AU RALENTI,
QUI DEMANDE
D’ALLER DANS
LA MÊME
DIRECTION
QUE LA
GAUCHE, MAIS
EN BOITANT UN
PEU.”**

veut, mais je n’avais pas l’impression que c’était un cri de ralliement féministe...

Lorsque, par exemple, dans le quartier de la Chapelle-Pajol à Paris, des femmes ne peuvent plus se promener, le discours médiatique, c’est de signaler la « *présence massive d’hommes* ». Mais quels hommes exactement ? « *Des hommes.* » Le fait de nier qu’on était dans un choc de cultures, le fait d’occulter le sens de ce qui entre en contradiction avec l’idée comme quoi la diversité est une richesse, est-ce que ça n’est pas une forme originale de *fake news* ?

Le politiquement correct ne répugne pas non plus aux amalgames, comme Marlène Schiappa, dans *Valeurs actuelles*, comparant La Manif pour tous et les terroristes islamistes.

C’était une assimilation odieuse. Le récit progressiste ordonne “pas d’amalgame”, mais, au même moment, opère l’amalgame le plus effrayant pour disqualifier toute forme de conservatisme. Mais plus encore qu’avec Marlène Schiappa, cela s’est révélé après l’attentat abject d’Orlando, commis, en juin 2016, dans une boîte de nuit gay. Certains espéraient que l’assassin soit d’extrême droite, mais il avait prêté allégeance à Dae’ch. Immédiatement, le dispositif médiatique s’est mis en place pour dire “pas d’amalgame, il n’y a aucun lien entre islam et islamisme”, mais a pris la peine d’ajouter que cet attentat serait révélateur de l’homophobie présente tant dans le christianisme et le judaïsme que dans l’islam. Donc, pour ne pas faire d’amalgame entre islam et islamisme, on fait l’amalgame entre islam, christianisme et judaïsme...

Je n’utiliserais pas le terme “*fake news*”, mais c’est très certainement la manipulation du sens d’un événement par une machine de propagande pour le traduire dans son propre système idéologique.

La déclaration de Marlène Schiappa ne révèle-t-elle pas la tentation de criminaliser l’opinion dissidente ?

Sans le moindre doute. Certains progressistes voudraient bien expulser juridiquement leurs adversaires de la vie publique, ce qui n’est pas surprenant dans la mesure où, pendant des années, ils ont réduit leur pensée à une série de phobies, qu’il fallait combattre comme tout autant de manifestations d’une forme d’intolérance congénitale. Je pense que la prochaine étape suscitée par cette peur du régime diversitaire devant la montée du conservatisme ou du populisme sera d’étendre le domaine de la criminalisation de la pensée, de renoncer à convaincre et de préférer contraindre. Dans le pacte de Marrakech, il était écrit noir sur blanc qu’il fallait cesser le financement public des organes de presse qui défendent le racisme et la discrimination : sachant la définition que le politiquement correct donne du racisme ou de la discrimination, c’est un appel explicite à faire taire tous ceux qui critiquent le multiculturalisme ou l’immigration massive.

Cette idée de limiter la liberté de la presse au nom de la défense du progressisme n’est-elle pas en train d’accoucher d’autres démocraties illibérales, paradoxalement au nom de la défense des valeurs libérales ?

Nous sommes devant une trahison de la démocratie libérale effectuée paradoxalement au

Marlène Schiappa.

"Certains progressistes voudraient bien expulser juridiquement leurs adversaires de la vie publique."

FRANCE / LE BULLDOZER BOCK-CÔTÉ

nom de son parachèvement. Voilà pourquoi, dans mon livre précédent, je disais de notre époque qu'elle accouchait d'un nouveau régime, masqué par l'apparente continuité institutionnelle de nos sociétés. Ce nouveau régime a remplacé le libéralisme par le progressisme: le premier accepte la pluralité des points de vue sur la cité, alors que le second prétend monopoliser le sens de l'histoire et nous y entraîner qu'on le veuille ou non, en assimilant ceux qui lui résistent à autant d'obstacles sur le chemin de l'émancipation de l'humanité.

Quand on est devant des gens qui veulent restreindre les libertés publiques et étendre sans cesse le domaine de la criminalisation de la parole publique, qui considèrent que le gouvernement des juges doit se substituer à la souveraineté parlementaire, qui estiment qu'il faut rééduquer la population pour l'amener à se convertir à la diversité, je ne vois rien de libéral là-dedans. Si la démocratie libérale abolit la diversité politique et intellectuelle et la possibilité d'un débat véritable entre plusieurs options pour nous convertir de force, au nom du sens de l'histoire, à l'utopie diversitaire, vous me permettrez de la trouver difficilement reconnaissable.

Pourquoi la droite a-t-elle à ce point intériorisé le politiquement correct?

Une bonne partie de la droite rêve de se faire reconnaître comme respectable par la gauche. Inconsciemment, elle vit dans le désir de se faire dire par la gauche: "Vous savez, mon cher ami, vous n'êtes pas si à droite que ça." Ce qui suppose de se distancier régulièrement de son propre camp pour montrer qu'on ne lui ressemble pas. De même, la droite est hantée par la peur de se faire extrême-droitisier. Alors sa position politique ne peut être que décevante: elle accepte le sens de l'histoire que fixe la gauche, pour ensuite simplement demander qu'on ralentisse le rythme; cette droite, qui est souvent une forme de gauche pâle, ou de gauche au ralenti, demande d'aller dans la même direction que la gauche, mais en boitant un peu. Elle peine à assumer son propre rapport au monde: le rapport de la permanence, de l'enracinement, de la verticalité, de la transmission, pour réussir à penser un progrès qui respecte les aspirations éternelles du cœur humain.

Il y a eu de bonnes nouvelles récemment, parmi lesquelles la désignation de François-Xavier Bellamy. S'il peut devenir, au terme de cette campagne, une figure politique nationale, ce sera une bonne chose, et pour la droite, et pour la France. De même, j'ai grande estime pour le travail intellectuel d'un Bruno Retailleau. Bellamy comme Retailleau prennent au sérieux la question civilisationnelle. C'est essentiel. Et au-delà de la seule droite, il vaut la peine de noter la véritable ébullition intellectuelle de ce qu'on appellera au sens large la pensée conservatrice.

Ce qui manque au renouveau conservateur en France pour l'instant, n'est-ce pas celui ou celle qui sera capable de l'incarner?

Toute idée politique a besoin d'une incarnation. C'est dans la mesure où quelqu'un arrive à faire la synthèse entre un tempérament, un caractère et une doctrine qu'une idée peut véritablement progresser dans l'espace public. Plus encore en France où la quête de l'homme providentiel est dans l'ADN national. Cette capacité d'incarnation viendra avec la capacité à rompre avec le politiquement correct, à ne pas céder après la campagne de démolition qu'il ne manquera pas de lancer. Un homme confirme sa valeur politique, aujourd'hui, en montrant qu'il sait ne pas céder devant la charge du parti médiatique et en montrant aussi qu'il sait transgresser intelligemment les grands interdits idéologiques. Devant le politiquement correct, le courage intellectuel, le courage politique, le courage médiatique restent les meilleures armes possible.

La multiplication d'intellectuels courageux dégage un espace du pensable, pour une parole affranchie, désinhibée. Mais il faut accepter que la politique est conflictuelle, que si nous espérons le respect, l'admiration, la tendresse de nos adversaires, nous nous mettons sous leur joug. Il faut accepter l'idée que ceux que nous combattons ne nous aiment pas, qu'ils cherchent à en finir politiquement avec nous et nous entêter malgré tout à mesure que nous sommes convaincus au fond de nous-mêmes de servir une juste cause, celle de la renaissance de nos pays respectifs et de notre civilisation. ●

Propos recueillis par Anne-Laure Debaecker et Laurent Dandrieu

"LA MULTIPLICATION D'INTELLECTUELS COURAGEUX DÉGAGE UN ESPACE POUR UNE PAROLE AFFRANCHIE, DÉSINHIBÉE. MAIS IL FAUT ACCEPTER QUE LA POLITIQUE EST CONFLICTUELLE, QUE SI NOUS ESPÉRONS LE RESPECT, L'ADMIRATION, LA TENDRESSE DE NOS ADVERSAIRES, NOUS NOUS METTONS SOUS LEUR JOUG."

Retrouvez l'intégralité de cet entretien sur le Club VA. ➔